

Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre

Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.



Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH

La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite.

Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La «peur du béton»

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays,

comme La Cause ou la Mission Biblique.



Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH

Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a

été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»

Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est

toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereh, directeur d'ADRA-Haïti.

Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH).

Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous

l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
 - le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
 - le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Un prix Nobel de la paix pour Denis Mukwege, «l'homme qui répare les femmes»

Gynécologue devenu un symbole de la lutte contre les violences faites aux femmes, Denis Mukwege est avant tout un protestant convaincu, qui puise la force de son engagement dans ses convictions ; et c'est précisément pour parler du rôle et de l'engagement des Églises protestantes au sein de la société congolaise, qu'il avait reçu en mars dernier Jean-Luc Blanc, du Défap, dans son hôpital à Bukavu.



*Denis Mukwege en compagnie de Jean-Luc Blanc à Bukavu ©
Défap*

Voilà plusieurs années que Denis Mukwege était pressenti pour le prix Nobel de la paix. Il avait déjà reçu entre autres le prix des droits de l'homme des Nations unies en 2008, le prix Sakharov en 2014 : autant de marques de reconnaissance internationale pour le combat de «l'homme qui répare les femmes». Ce vendredi 5 octobre à Oslo, le prix Nobel de la paix 2018 a été attribué conjointement au docteur Denis Mukwege et à Nadia Murad : le gynécologue qui dénonce inlassablement les viols et les mutilations sexuelles au Congo, et l'ancienne esclave sexuelle de Daesh. Deux symboles des violences faites aux femmes lors des conflits. «Denis Mukwege et Nadia Murad ont tous les

deux risqué personnellement leur vie en luttant courageusement contre les crimes de guerre et en demandant justice pour les victimes», a souligné Berit Reiss-Andersen, présidente du comité Nobel.

Dans son hôpital Panzi, à Bukavu, qu'il a fondé et qu'il dirige, Denis Mukwege prend en charge les femmes ayant subi des viols collectifs, sur les plans médical, psychologique et spirituel ; et en-dehors, dans son pays et tout particulièrement sur la scène internationale, il dénonce les violences dont elles sont victimes, le viol et les mutilations faisant partie des armes de guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo. Cette dénonciation inlassable a donné lieu à plusieurs livres et à deux films, dont le plus connu date de 2015 : «L'Homme qui répare les femmes : La Colère d'Hippocrate», de Thierry Michel et Colette Braeckman.

«Dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises»

Pour aller plus loin :

- [RDC : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Le président de l'Église du Christ au Congo à la rencontre des protestants de France](#)
- [RD Congo : l'appel du pasteur Bokundoa à «nos frères et sœurs protestants»](#)
- [RDC : déclaration de l'Église du Christ au Congo](#)
- [Les protestants de France solidaires de la RDC : la recommandation de l'AG de la FPF](#)
- [RDC : les défis des protestants congolais](#)

Avant d'être médecin et gynécologue, Denis Mukwege est fils de pasteur et pasteur lui-même, et c'est au nom de ses convictions protestantes qu'il s'est lancé dans un combat contre les violences faites aux femmes qui a failli plusieurs fois lui coûter la vie. Il témoigne d'une Église qui s'engage et ne connaît pas la langue de bois. «Vous, pasteurs», déclarait-il ainsi en 2017 en Namibie devant les invités de l'assemblée générale de la Fédération luthérienne mondiale, «avez la possibilité de parler à beaucoup de personnes. C'est un pouvoir dont vous devez faire bon usage. Il faut dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises, sinon cela invalide tout le reste.»

Son action, son témoignage et sa reconnaissance internationale croissante lui valent d'être régulièrement en délicatesse avec le pouvoir congolais, dans un pays que Joseph Kabila, à la tête de l'État depuis la mort de son père, Laurent-Désiré Kabila, en 2001, dirige depuis décembre 2016 sans mandat. Une situation qui place les Églises en situation de fragilité, et fait d'elles des cibles du pouvoir : d'abord l'Église catholique, qui s'est impliquée dans une médiation face à la violence de la répression des manifestations anti-Kabila – médiation dont elle a fini par se retirer devant le peu d'empressement du président à respecter les accords qu'elle s'efforçait d'obtenir ; ensuite, l'Église du Christ au Congo, principale Fédération protestante de RDC, dont le nouveau président élu le 19 août dernier, le pasteur André Bokundoa-Bo-Likabe, a décidé de rompre avec l'attitude jusqu'alors en vigueur de neutralité bienveillante vis-à-vis du pouvoir.

C'était, notamment, pour parler de ce rôle des Églises au sein de la société congolaise que Denis Mukwege avait reçu, en mars 2018, Jean-Luc Blanc, du Défap, alors en visite en RDC pour établir des liens avec l'Église du Christ au Congo. Si le prix Nobel de la paix qu'il vient de recevoir lui a valu des félicitations du bout des lèvres de la part du gouvernement congolais, dont le porte-parole a rappelé qu'il «n'a pas toujours été d'accord et continuera à ne pas l'être (avec le docteur Mukwege), parce que l'humanitaire est sacré et ne doit pas être mêlé à des choses politiques», cette distinction a été accueillie avec enthousiasme par les communautés congolaises à l'étranger, et notamment en France.

Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap, partenaire de la solidarité internationale

Outre son implication dans un réseau d'Églises, le Défap est un acteur engagé au sein du tissu associatif dans le domaine de la solidarité internationale. En dépit de sa taille modeste par rapport à de grandes organisations, son

expérience est reconnue, et son expertise sollicitée lorsqu'il s'agit de réfléchir en commun aux grands défis que connaissent de nombreuses ONG.



Vue de l'AG de Coordination SUD ; au centre, Laura Casorio, représentant le Défap © Coordination SUD

La fin du printemps marque la période traditionnelle des assemblées générales du réseau associatif dont le Défap fait partie. [CLONG Volontariat](#), [Coordination Sud](#), [France Volontaires](#), [la Cimade](#), le [Collectif Haïti France](#), le [FONJEP](#)... autant d'engagements partenariaux qui témoignent d'un Défap connu et reconnu comme acteur de la société civile, et en particulier comme acteur de la solidarité internationale et de la coopération française.

Des engagements qui ne sont toutefois pas exempts de questionnements ; et après avoir, ces dernières années, travaillé principalement au renforcement des partenariats entre Églises, le Défap a été appelé, en cette période d'AG, à s'interroger sur les priorités de ses actions avec ses partenaires associatifs.

Face aux défis de la solidarité internationale, les organisations françaises s'efforcent de se coordonner. Elles travaillent sur des orientations communes, concernant aussi bien les relations avec leurs partenaires locaux (quelle place doivent-ils prendre dans les projets de développement – et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'actions humanitaires ou d'interventions dans des situations d'urgence ?) que les relations avec le politique. Dans ce dernier domaine, le gros défi concerne les stratégies à adopter pour pousser à une inflexion de la politique française à l'étranger qui soit plus favorable aux populations fragilisées, face à des logiques qui mettent rarement l'être humain au centre des préoccupations. Au-delà de ces questions stratégiques, les acteurs français de la solidarité internationales réfléchissent aussi plus profondément sur le sens de leur action et de l'engagement de leurs membres. Ainsi, quel sens peut revêtir la coopération sans un engagement solidaire, personnel et inscrit dans un projet de vie de longue durée ?

Le Défap, une expérience

reconnue

Pour aller plus loin :

- [Le CROP : intégrer les enfants sourds dans les écoles](#)
 - [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Les Églises d'Europe aux côtés des migrants](#)
- [Présentation de la plateforme Solidarité protestante, dont fait partie le Défap](#)
- [Le conseil d'administration de la Cimade, dont fait partie le Défap](#)
 - [Présentation de l'Action Chrétienne en Orient, proche partenaire du Défap](#)
- [Migrants et réfugiés au Maroc](#)
- [Témoignage de Marie-Bénédicte Loze, envoyée auprès de la FEPH en Haïti](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

C'est dans ce cadre de réflexions que le Défap, même s'il est d'une taille modeste par rapport à de grandes ONG, a été sollicité à plusieurs reprises pour partager son expérience et ses pratiques. Il a été amené à participer à des groupes de travail thématiques ou à des études spécifiques sur l'expatriation solidaire, sur la valorisation de l'engagement solidaire, sur les outils d'accompagnement de ceux qui s'engagent au service d'un projet ou d'une communauté locale...

Et l'expérience du Défap se montre très utile : dans ses actions à l'international, le Défap agit avec des partenaires qui bien souvent sont présents sur l'ensemble du territoire national, et avec lesquels il a su tisser des liens forts et durables. Seul organisme protestant ayant un agrément VSI, il envoie des volontaires pour travailler sur des projets entièrement gérés sur place. Dans plusieurs pays où il intervient, il a créé et participe à des plateformes réunissant différents acteurs de la société civile.

Si le Défap n'est pas spécialisé dans un secteur d'activité spécifique, il joue un rôle de relais qui permet de faciliter des rencontres et des collaborations autour de projets concernant le développement, l'enseignement, la santé... Toutes ces actions mettant en jeu, dans chaque cas, des relations entre les Églises protestantes de France et d'autres pays. Quelques exemples :

- dans le domaine de la santé, le [CROP](#) et le projet d'enseignement pour les enfants sourds au Congo Brazzaville – un projet porté par le Défap ; [l'envoi d'un médecin](#) du consistoire de La Rochelle de l'EPUDF, le docteur Perrot, en appui à Célin Nzambé, ancien envoyé de la Cevaa engagé désormais dans un vaste projet de réhabilitation d'hôpitaux appartenant à l'Église Presbytérienne Camerounaise ;
- concernant la question des migrants et des réfugiés, [l'implication du Défap auprès de la FEP](#) (la Fédération de l'Entraide Protestante), en première ligne dans l'accueil de Syriens arrivant

- des camps libanais via les «[couloirs humanitaires](#)» ; auprès de la [Cimade](#), qui défend les droits des étrangers ; auprès de l'[ACO](#) (Action Chrétienne en Orient), qui intervient au Moyen-Orient et notamment au Liban et en Syrie ; le soutien au [Comité d'Entraide International de l'EEAM](#) (l'Église Évangélique au Maroc) ;
- dans le domaine de l'enseignement, le Défap fournit un appui, à travers ses envoyés, à la [gestion de projets au sein de la FEPH](#), la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti ;
 - et plus largement, dans le domaine du développement et de la solidarité internationale, le Défap a aidé à l'organisation d'un «[Séjour senior](#)» au Cameroun – voyage qui a notamment permis de développer un projet de fours économiseurs de bois...

Au-delà de ces quelques exemples, le Défap joue un rôle de facilitateur dans les contacts entre ses partenaires et leurs financeurs, notamment les agences de développement françaises et européennes.

Acteur engagé dans le domaine de la solidarité internationale, le Défap est aussi confronté à des défis assez similaires à ceux que connaissent ses partenaires associatifs. Pour les ONG, il s'agit de plaider pour remettre l'humain au centre des préoccupations ; pour le Défap, ce défi se décline dans le domaine de l'action diaconale. Dans une société de plus en plus laïcisée, quels sont les espaces qui permettent que s'expriment les valeurs de la fraternité, de la solidarité, de la centralité des

relations humaines, du respect qui passe par la connaissance et la compréhension de l'autre à travers un témoignage commun ? Comment concilier, dans un milieu d'Églises, témoignage et action solidaire pour permettre un renforcement de capacités réciproque ? Une question qui n'est, finalement, pas autre chose qu'une transposition dans le vocabulaire des acteurs de la solidarité internationale du slogan «la mission ici et là-bas»...

Centrafrique : «À Bouar, des déplacés musulmans reviennent»

En dépit de la présence des groupes armés et d'une paix toujours fragile, les Églises de RCA travaillent à la réconciliation et à reconstruire un vivre-ensemble mis à mal par des années de guerre civile. C'est le cas non seulement à Bangui, où le Défap soutient les efforts de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, mais aussi dans l'Ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun, où il est en lien avec l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine. Deux représentantes de

l'EELRCA, Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem et Antoinette Beanzoui Yindjara, ont été reçues au Défap en ce mois de juin. Elles témoignent.



Antoinette Beanzoui Yindjara (à gauche) et Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem (à droite) de l'EELRCA © Défap

Difficile de parler de la République centrafricaine sans se plonger dans la litanie des violences et des affrontements entre groupes armés : même Bangui, la capitale, pourtant considérée comme généralement calme, a connu des violences qui ont fait 24 morts et 170 blessés au début du mois de mai. Pourtant, dans ce pays qui peine à émerger de la guerre, et dont le gouvernement démocratiquement élu ne parvient pas à faire régner l'ordre face aux factions rebelles rivales, des signes d'espoir existent. Les signes lents d'une reconstruction : des autorités qui mettent sur pied une commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation, des Forces Armées centrafricaines qui

montent en puissance, aidées notamment par des formateurs de la Mission d'entraînement de l'Union européenne... Ces ferments de paix et d'unité sont entretenus notamment par les Églises, par des représentants religieux qui maintiennent le dialogue entre communautés, et par des actions au quotidien pour préparer le retour de déplacés ou aider des victimes de violence. Reconstruire, tout simplement...

En ce mois de juin, le Défap a reçu la visite de deux représentantes de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'Ouest du pays, région déshéritée et instable. Toutes deux étaient de passage en Europe pour rencontrer les partenaires de l'EELRCA en France (où cette Église bénéficie de l'appui de l'UEPAL, via le Défap) et en Allemagne. Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem est vice-présidente de l'Église ; Antoinette Beanzoui Yindjara est pour sa part l'une des trois femmes pasteures ordonnées par l'EELRCA, et elle dirige l'école de théologie de Baboua, non loin de la frontière camerounaise. Baboua est à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Bouar, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré. Une ville où s'opposent les efforts de reconstruction et les influences des groupes armés qui ont mis la région en coupe réglée. C'est à Bouar que pourrait être prochainement installé un centre de formation et d'entraînement des FACA, les Forces Armées centrafricaines, avec le soutien de la Mission d'entraînement de l'Union européenne ; mais Bouar est aussi au cœur du territoire où sévit le chef rebelle Sidiki Abass, qui à la tête du groupe armé 3R

(pour «Retour, réclamation, réhabilitation»), prétend défendre les intérêts des Peuls dans tout le secteur nord-ouest de la RCA, aux confins du Cameroun et du Tchad.



Une cellule d'écoute psychologique mise en place à Bangui par l'EPCRC © Défap-Cevaa

Quelle est aujourd'hui la situation dans la région de Bouar ?

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : La situation reste difficile. À Bouar même, ou le long des grands axes comme la route qui va vers la frontière et Garoua Boulaï, la population bénéficie d'une paix précaire.

Mais dans les villages environnants règne la plus grande insécurité.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Certaines localités peuvent être occupées par des groupes armés qui rançonnent les commerces, voire les chefs de village, lesquels se retrouvent obligés de faire du porte-à-porte pour réunir l'argent nécessaire afin de racheter leur propre vie. Même les éleveurs peuls, que certains groupes rebelles prétendent protéger, peuvent voir une partie de leur troupeau emportée par leurs «protecteurs». Pourtant, il y a des améliorations : une partie des anti-balaka de notre région ont été désarmés. Certains suivent aujourd'hui des formations pour avoir un métier. Même si d'autres préfèrent la vie de petits voleurs en s'abritant derrière le paravent des anti-balaka...

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Il faut dire que tous les groupes armés ont attiré beaucoup de jeunes désœuvrés en les manipulant. L'enjeu aujourd'hui est de leur permettre d'avoir un vrai métier...

Antoinette Beanzoui Yindjara : Un autre signe encourageant : certains chefs rebelles demandent désormais à rencontrer les chefs de quartier, les autorités, en affirmant qu'ils veulent en finir avec la violence, qu'ils sont pour la réconciliation. C'est le cas notamment de Sidiki Abass et de son groupe qui se dit défenseur des Peuls. C'est une initiative qui suscite évidemment de la méfiance ; et on voit bien qu'il place des gens à lui dans tous les villages. Mais c'est tout de même un signal qui donne de l'espoir.

Que peut faire l'EELRCA dans un tel contexte ?

Antoinette Beanzoui Yindjara : Dans notre pays, toutes les Églises travaillent en ce moment pour la paix et la réconciliation. C'est aussi le cas des représentants de toutes les religions, qui se retrouvent dans une plateforme interreligieuse. Notre Église en particulier a organisé, avec l'aide d'ONG internationales et de nos partenaires européens et américains, beaucoup de rencontres et d'actions de sensibilisation autour de l'accueil des déplacés.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Quand un grand nombre de ces déplacés arrivent, on se retrouve souvent dépassé, ce qui crée des situations difficiles. Je le vois dans mon quartier : beaucoup sont venus s'installer, fuyant les troupes de Sidiki. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux ; ils ne peuvent pas travailler ; ils souffrent, en attendant l'aide des ONG internationales.

Antoinette Beanzoui Yindjara : D'où l'enjeu de ces actions de sensibilisation : comment accueillir ces déplacés, comment les aider à s'installer ? Et au-delà, comment œuvrer à la réconciliation, et comment nous donner les moyens de vivre ensemble une fois que cette crise sera passée ? Les pasteurs de notre Église ont été mis à contribution, lors de ces sessions d'information et de ces conférences, pour aider à préparer spirituellement et moralement la réconciliation.

Mais le retour des déplacés ne risque-t-il pas de créer de nouvelles tensions entre communautés, entre

chrétiens et musulmans ?

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Ce retour commence déjà : on voit certains des musulmans qui avaient fui revenir à Bouar et à Baboua.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Les marchands musulmans ont repris leurs commerces à Bouar. Les Peuls aussi, chassés par les violences, reviennent : on commence à revoir les femmes des éleveurs peuls vendre du lait sur les marchés. J'ai reçu une invitation de la part du maire de la commune de Besson, près de Baboua, pour participer à une rencontre sur la cohésion sociale lors de la fête du ramadan. Et au niveau de la plateforme interreligieuse de Baboua, dont je fais partie, nous avons eu une rencontre au cours de laquelle nos frères musulmans nous ont dit que beaucoup des réfugiés partis au Cameroun sont prêts à rentrer. Car ils souffrent beaucoup là où ils sont actuellement... Leurs préoccupations, ce sont leurs maisons, qui ont été brûlées, et tous leurs biens qui ont été détruits. Les responsables musulmans de la plateforme ont donc demandé aux pasteurs et aux évêques s'il serait possible de trouver de l'aide pour reconstruire ces maisons.

Rachel Zoungombe Doumbaye Wangarem : Nous avons aussi organisé des rencontres pour favoriser la cohésion sociale entre femmes chrétiennes et musulmanes à Bouar, Gallo et Baboua. Il s'agissait de sessions se déroulant sur plusieurs jours, qui faisaient appel à des pasteurs, des travailleurs humanitaires, avec une partie se déroulant sous la forme de conférences, et

des discussions libres. Les participantes étaient nombreuses et très demandeuses d'autres ateliers du même type.

Antoinette Beanzoui Yindjara : Il y a déjà eu quatre de ces ateliers organisés avec l'aide de nos partenaires internationaux, un en 2016, un en 2017 et deux en 2018. Je faisais partie des intervenantes lors du premier d'entre eux, il y a deux ans. C'était la première fois que les femmes musulmanes avaient osé se montrer au grand jour. Un grand moment...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

**Laos : le SFE recherche
d'urgence un chef de
projet**



***Service Fraternel d'Entraide – bureau de Vientiane
(Laos) © SFE***

Postes à pourvoir :

- **Urgent :** le SFE recherche un chef de projet, pour un projet de développement rural dans le Sud du Laos (lieu : KAPEU – DISTRICT DE THATÈNG) ; poste à pourvoir immédiatement pour une durée de 18 mois (*contacter le SFE pour plus de précisions sur le profil de poste*).
- Un conseiller en développement (en urgence, pour vacance temporaire) : voir [fiche de poste complète ici](#).
- Un coordinateur administratif : poste basé à Vientiane : voir [fiche de poste complète ici](#).
- Un médecin pour un hôpital provincial du sud : profil généraliste; formation en santé internationale; expérience en management de projet ; cf. [fiche de poste précise disponible ici](#)
- Un(e) infirmier-ère ou sage-femme pour un hôpital provincial du sud cf. [fiche de poste](#)

[précise disponible ici.](#)

- Des conseillers dans le développement communautaire avec des professionnels en santé, agronomie, eau ou développement : voir [fiche de poste complète ici.](#)

Le SFE en bref

*Le SFE (Service Fraternel d'Entraide), ONG franco-suisse active depuis les années 70 au Laos, poursuit diverses activités principalement dans le domaine de la **coopération médicale** et du **développement rural**. Il coopère avec les services gouvernementaux et la population locale en établissant des relations de partenariat de longue durée afin de promouvoir un développement durable, dans le respect de la culture et de l'environnement du pays. Avec une quinzaine d'expatriés et une cinquantaine de collaborateurs nationaux, il vise à être au service des populations les plus défavorisées du pays.*

Pour tous ces postes :

- Engagement immédiatement ou à convenir
- Bonne capacité de travail en équipe multiculturelle
- Engagement à long terme souhaité (minimum 3 ans)

- Affectation sur le poste après 2 à 3 mois d'étude de la langue.
- Adhésion aux valeurs du SFE : un service et un témoignage de vie inspirés par l'Evangile.

Intéressé(e)? Contacter france@sfe-laos.org pour des informations complémentaires.

Le Défap ne peut vous renseigner davantage sur ces postes. Merci de contacter directement le SFE – Service Fraternel d'Entraide.

Avec 300 euros, offrez un avenir à un enfant syrien

L'Association internationale Amel, en partenariat avec l'Eglise Protestante Française de Beyrouth et la Fédération Protestante de France, lance sa campagne 2017-2018 de parrainage d'enfants syriens à Beyrouth. Parce que la crise des réfugiés syriens au Liban menace toute une génération d'enfants, dont la majorité risquent de se retrouver privés des savoirs fondamentaux et donc des outils nécessaires lorsque viendra le temps de la reconstruction... Ils ont besoin de vous.

Haïti dans la tourmente

La Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH) mobilise ses troupes pour accompagner les populations à l'heure où le pays ne bénéficie plus du support de la Minustah [mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti] et que la plupart des ONG ont quitté le pays.

Troisièmes « Rencontres des acteurs chrétiens de la solidarité internationale » : un élan pour tous les participants

Deux jours pour se rencontrer, retrouver les fondamentaux, partager, construire ... c'est ce qu'ont permis les troisièmes « Rencontres des acteurs chrétiens de la solidarité internationale », les 9 et 10 juin dernier. Laura Casorio, déléguée du Défap et membre du Conseil ASAH, était présente à la rencontre. Sous la bannière du collectif de l'ASAH, l'Association

au Service de l'Action Humanitaire, ces journées ont été rythmées par l'assemblée générale le vendredi soir puis par des ateliers le samedi.

A l'impossible, nul n'est tenu

Il est probable que Célin Nzambé, ancien envoyé de la Cevaa et toujours collaborateur du Défap, ignore cette formule. Le projet monumental auquel il s'est attelé ne semble pas l'effrayer une seconde. Médecin et pasteur, il nous a accueillis lors de son passage en France fin mai pour un entretien passionnant.

Haïti : trois mois après l'ouragan Matthew

Le 3 octobre 2016, l'ouragan Matthew dévastait Haïti. Pertes humaines considérables, dégâts matériels, routes coupées, rivières débordées...malgré une grande mobilisation de la communauté internationale, l'aide peinait à se mettre en place. La Fédération des Ecoles Protestantes d'Haïti (FEPH) déclenchait alors son plan

post-catastrophe, afin d'aider les familles qui avaient tout perdu. Qu'en est-il trois mois après le drame ? Le directeur exécutif de la FEPH, Christon St Fort, nous répond.

Centrafrique : comment écouter et accompagner les victimes ?

Psychologue de formation et expert de la dimension post-traumatique, Yann Jurgensen a été sollicité par le Défap pour professionnaliser une cellule d'écoute de victimes mise en place à Bangui, dans le cadre de la mission d'accompagnement pastoral de l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique. Il est intervenu en binôme avec le pasteur Bernard Croissant. Une expérience qui l'a profondément marqué et qu'il partage aujourd'hui avec nous, depuis son retour de Bangui.

Les dégâts de l'ouragan Matthew en Haïti : la communauté protestante doit se mobiliser

L'ouragan Matthew, le plus puissant dans les Caraïbes depuis une décennie, a frappé durement Haïti le 3 octobre dernier. Dix jours plus tard, on répertorie 546 morts, sans compter les disparus. Des rivières ont débordé, des ponts se sont effondrés, de nombreuses routes sont toujours coupées, 175 000 personnes sont sans abri. Les dégâts matériels sont considérables et le choléra est en recrudescence. Bien que la situation soit alarmante, l'aide internationale peine à se mettre en place et les convois humanitaires sont de plus en plus souvent attaqués par des personnes désespérées, qui ont tout perdu.